



Perspectives chinoises

2009/2 | 2009

1989, une rupture dans l'histoire chinoise ?

Une ombre planant sur les démocraties étrangères

L'utilisation politique du pouvoir économique par la Chine dans ses rapports avec l'Occident

Guoguang Wu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5218>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 88-98

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Guoguang Wu, « Une ombre planant sur les démocraties étrangères », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2009/2 | 2009, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5218>

Une ombre planant sur les démocraties étrangères :

L'utilisation politique du pouvoir économique par la Chine dans ses rapports avec l'Occident.

GUO GUANG WU

Cet article étudie comment le succès économique chinois en arrive à avoir un impact négatif sur les libertés civiles et la démocratie en Occident et pourquoi l'interdépendance croissante entre l'économie mondiale et la Chine permet à cette dernière d'influencer les positions politiques de grandes démocraties, alors que le contraire n'est pas possible. À partir de cas concrets, il montre comment la diplomatie chinoise joue sur les relations économiques avec certaines grandes démocraties pour les amener à infléchir leur politique notamment à l'égard du dalaï-lama. Il souligne également à quel point les enjeux du marché chinois rendent les multinationales plus vulnérables aux pressions de Pékin tandis que les intérêts financiers internationaux amènent à coopérer avec un appareil répressif afin de limiter les libertés, en Chine ou ailleurs. Il défend enfin l'argument suivant lequel, avec la fin de la guerre froide, la nouvelle économie politique associée à la globalisation explique la montée en puissance d'une forme de diplomatie dictatoriale.

En 1989, il y a tout juste 20 ans, peu de gens auraient imaginé que le Parti communiste chinois (PCC) et ses institutions seraient encore au pouvoir plus de deux décennies plus tard, et encore moins que ce régime accroîtrait son influence dans le monde au point d'acquérir une envergure internationale. À cette époque, le communisme mondial s'effondrait, d'abord en Europe de l'Est, puis en Union soviétique, et certains intellectuels occidentaux proclamaient la « fin de l'histoire », théorie supposant la victoire ultime du marché et de la démocratie sur le long chemin suivi par l'humanité⁽¹⁾. En Chine, les hauts dirigeants du PCC étaient très largement condamnés tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger pour la répression sanglante des manifestations pour la démocratie de la place Tiananmen ; les appels au changement démocratique en Chine ont été réduits au silence par les tanks et les mitrailleuses, mais le régime a payé un prix politique colossal pour ses actions car sa légitimité a dès lors été plus largement et plus sévèrement remise en cause qu'auparavant⁽²⁾. Tous les principaux pays démocratiques industrialisés ont imposé des sanctions économiques à la Chine, déplaçant ainsi le cœur de la guerre froide que constituait la course aux armements entre Washington et Moscou vers une confrontation politique et idéologique entre l'Occident et la République populaire de Chine.

Cependant, les vents tournent et avec eux le climat politique. À l'approche du 20^e anniversaire de la répression militaire de Tiananmen, le régime chinois maintient, comme il l'a toujours fait, qu'une telle action était nécessaire et légitime. Il a apparemment convaincu, ce qui est un fait nouveau, les Chinois et le monde – y compris les pays démocratiques occidentaux – d'accepter cet argument plutôt que celui qui dominait en 1989 et qui voulait que la Chine ait également besoin de la démocratie. Durant ce laps de temps relativement court, les relations entre la Chine et le monde se sont transformées de fond en comble, principalement en raison de la mondialisation de l'économie de marché et des béné-

1. Sur l'effondrement du communisme en Europe de l'Est et en Union soviétique, voir par exemple, Elie Abel, *The Shattered Bloc : Behind the Upheaval in Eastern Europe*, Boston, Houghton Mifflin, 1990 ; Nancy Bermeo (éd.), *Liberalization and Democratization: Change in the Soviet Union and Eastern Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1992. Sur la « fin de l'histoire », voir Francis Fukuyama, « The End of History? », *The National Interest*, n° 16, 1989, p. 3-18.
2. Sur la signification du mouvement de la place Tiananmen de 1989 et ses implications politiques, voir par exemple Jean-Philippe Béja et al., *Le tremblement de terre de Pékin*, Paris, Gallimard, col. « Au vif du sujet », 1991 ; Han Minzhu (éd.), *Cries for Democracy: Writings and Speeches from the 1989 Chinese Democracy Movement*, Princeton, Princeton University Press, 1990 ; Timothy Brook, *Quelling the People: The Military Suppression of the Beijing Democracy Movement*, Stanford, Stanford University Press, 1998 ; Dingxin Zhao, *Power of Tiananmen: State-Society Relations and the 1989 Beijing Student Movement*, Chicago, University of Chicago Press, 2001.

fications que la Chine a tirés de son implication dans ce processus. Ce sont avant tout les relations entre la Chine et les démocraties industrielles occidentales qui ont connu les changements les plus spectaculaires. Elles se sont grandement éloignées de l'antagonisme idéologique et politique des premiers jours qui ont suivi Tiananmen, ainsi que des préoccupations stratégiques et géopolitiques qui, dans les années 1970, avaient amené la Chine à rejoindre le front uni anti-soviétique et qui, dans les années 1990, ont un moment influencé les décisions de l'administration Bush (père) en faveur de la Chine de l'après Tiananmen⁽³⁾.

C'est un cliché de dire que la relation entre la Chine et le monde est devenue complexe, multidimensionnelle, et interdépendante. Mais cela ne signifie pas que nous comprenons pleinement toute la complexité de l'attitude chinoise à l'égard de la mondialisation, ni son interdépendance avec le monde en général et les démocraties industrielles occidentales en particulier, avec les implications qui en découlent. La thèse que nous développons dans cet article affirme que l'interdépendance économique renforce grandement l'autoritarisme chinois dans sa capacité à influencer politiquement l'attitude des États et les libertés civiles dans les démocraties occidentales, plutôt que l'inverse. Elle contredit la thèse habituelle selon laquelle les démocraties occidentales peuvent avec succès pousser un pays autoritaire en voie de développement vers la démocratie en établissant des liens économiques avec lui. De plus, notre thèse pose un problème aux spécialistes d'études politiques comparées et de politique chinoise car elle remet en question certains paradigmes fondamentaux qui conditionnent notre compréhension de la réforme économique de la Chine et des implications qui en découlent dans ses relations avec le monde.

La plupart des études concernant la montée en puissance de la Chine se sont beaucoup intéressées à l'aspect matériel de ce processus, à l'économie, aux échanges commerciaux, au domaine militaire, et dans certains cas à celui du développement technologique. Une approche encore plus souvent appliquée à l'étude de l'émergence de la Chine est celui de la Realpolitik, qui s'intéresse presque uniquement au défi que représente cette émergence pour les puissances actuelles et pour leurs intérêts nationaux⁽⁴⁾.

Cette ligne stratégique de raisonnement est bien sûr utile pour mieux comprendre la politique contemporaine chinoise et mondiale, mais elle est insuffisante si l'on néglige les valeurs politiques qui sont en jeu dans l'émergence de la Chine et si l'on ignore l'impact des institutions intérieures chinoises sur l'économie politique mondiale. Et même lorsque les chercheurs occidentaux se penchent sur la ques-

tion du « *soft power* » chinois, leurs analyses et leurs recherches s'intéressent plus à la compétition des puissances concernant leur popularité dans le monde, leur image nationale et leur influence culturelle qu'aux principes moraux et institutionnels régissant leur vie politique, économique et culturelle. Pourtant, les grandes puissances mondiales peuvent s'appuyer sur ces principes pour avoir un impact sur la liberté des sociétés humaines. Ainsi, on peut bien ressentir de l'admiration ou de l'effroi en observant l'émergence de la Chine, mais les implications morales du phénomène demeurent obscures. Cet article, parmi d'autres, tente de remédier à cette lacune existant dans le champ des études du comportement de la Chine à l'égard du monde.

Dans cet article, nous analyserons la manière dont le succès du développement économique chinois a eu un impact négatif sur les libertés publiques et la démocratie pratiquées en Occident, et nous nous interrogerons sur les raisons pour lesquelles l'interdépendance économique croissante entre la Chine et l'économie mondiale permet à la Chine d'influencer les attitudes politiques des grandes démocraties, et non l'inverse. D'un point de vue empirique, notre article examinera un certain nombre de comportements de la Chine dans ses relations avec l'étranger qui permettent à l'empire du Milieu d'utiliser ses échanges économiques avec les démocraties occidentales pour orienter l'attitude politique intérieure et extérieure de ces dernières. Les pressions exercées au sujet du dalaï-lama en sont un exemple. Nous soulignerons ensuite comment les intérêts économiques liés au marché chinois rendent les multinationales vulnérables aux pressions politiques de Pékin et nous tenterons d'analyser les raisons pour lesquelles le capital international est si facilement manipulé afin de coopérer avec l'État répressif chinois dans son entreprise de limitation des libertés à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. Nous nous servirons principalement des exemples de Wal-Mart et Yahoo, et analyserons à travers eux les liens informationnels et matériels que les grandes multinationales ont aidés à mettre en place entre la Chine et le monde. Plus loin, l'article proposera une nouvelle économie de la mondialisation pour la période de l'après-guerre froide qui tentera d'expliquer l'émergence d'une telle diplomatie dictatoriale. Un des traits de cette nouvelle économie

3. Sur cette transformation telle qu'elle apparaît dans les relations sino-américaines, voir par exemple Robert L. Suettinger, *Beyond Tiananmen: The Politics of U.S.-China Relations, 1989-2000*, Washington DC, Brookings Institution Press, 2003.

4. De nombreuses publications ont été consacrées à ce thème de l'ascension de la Chine. Voir par exemple Michael E. Brown, *et al.*, *The Rise of China*, Cambridge, MA, MIT Press, 2000 ; Robert G. Sutter, *China's Rise in Asia: Problems and Perils*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005 ; David Shambaugh (éd.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, Berkeley, University of California Press, 2005.

Nicolas Sarkozy est accueilli par le dalaï-lama à Gdansk en Pologne, le 6 décembre 2008.

© AFP



politique est la collaboration de l'État et du marché dans la promotion de la prospérité matérielle qui a été modelée en grande partie par la Chine de l'après Tiananmen et dans laquelle, par conséquent, la Chine obtient un avantage structurel en renversant la relation de dépendance avec les pays capitalistes avancés.

L'utilisation politique du commerce extérieur par Pékin : comment la recherche du profit avec la Chine se transforme en déficit démocratique

La Chine est considérée aujourd'hui comme la deuxième puissance commerciale du monde. Un pouvoir considérable émerge de ce statut au sein du commerce international, souvent utilisé par Pékin pour exercer des pressions diplomatiques sur les démocraties occidentales et les amener à accepter ses principes politiques si elles veulent maintenir et développer les relations économiques bilatérales. Comme bon nombre d'exemples le confirment, la Chine n'hésite pas à se servir de son pouvoir commercial grandissant pour influencer l'attitude politique d'autres pays, notamment celle des principales démocraties industrielles concernant des sujets aussi sensibles que la liberté religieuse, sujets considérés depuis longtemps et par tous comme un élément fondamental des libertés civiles que toute démocratie se doit de respecter. Alors que les pays occidentaux se tournent vers l'Est pour chercher à profiter de l'émergence économique de la Chine, les diplomates de la République populaire de Chine (RPC) associent ouvertement l'établissement d'échanges commerciaux avec leur pays à l'acceptation des critères du politiquement correct pékinois. Leur stratégie n'est pas toujours couronnée de succès, mais elle fonctionne dans la plupart des cas.

Prenons l'exemple des relations sino-canadiennes. Bien que le Canada soit en retard par rapport à la quasi-totalité des autres grandes démocraties industrielles dans le développement de ses relations économiques avec la Chine, et que ces relations aient été récemment perturbées par certains facteurs politiques, la République populaire est son deuxième partenaire économique depuis 2003, juste derrière les États-Unis, et devant le Japon et le Mexique. Depuis 1990, les importations du Canada en provenance de Chine ont augmenté à un taux annuel moyen de 22,8 %, alors que la croissance de ses exportations avoisinait les 12,5 %. En 2007, la Chine a remplacé le Japon comme troisième marché d'exportation du Canada⁽⁵⁾. Alors que les deux pays bénéficient de leurs échanges économiques⁽⁶⁾, les diplomates chinois se

servent de ces échanges pour critiquer le Canada si ce dernier, par exemple, défend certaines libertés religieuses vues d'un mauvais œil par Pékin. Ainsi, selon une dépêche d'une agence de presse canadienne, en avril 2004, lorsque le chef spirituel tibétain, le dalaï-lama, rendit visite au Canada et arrangea un entretien avec le Premier ministre de l'époque Paul Martin, il créa une vive polémique entre ses hôtes et l'un de leurs principaux partenaires commerciaux.

La violente réaction de la Chine n'a pas été une surprise. Celle-ci considère la question du Tibet comme un pilier de sa souveraineté nationale et de son intégrité territoriale et accuse le prix Nobel de la paix d'être bien plus un « activiste séparatiste » qu'un chef religieux. Cependant, le lien ouvert qui a été fait par la diplomatie chinoise entre cette protestation et les échanges économiques était une première. En réponse à une situation que la Chine n'appréciait pas, un porte-parole de l'ambassade chinoise d'Ottawa a utilisé ces mots pour mettre en garde son hôte canadien : « Ne jouez pas avec les relations économiques sino-canadiennes dont la valeur s'élève à 20 milliards de dollars par an », se référant aux statistiques de 2002⁽⁷⁾. Ce scénario s'est répété en 2005, lorsque, critiquant la « Loi sur les relations avec Taiwan » proposée par un membre du Parlement canadien⁽⁸⁾, l'ambassadeur chinois à Ottawa, Lu Shumin, a fait

5. Government of Canada, Foreign Affairs and International Trade Canada, « Canada-China Economic Relations, 2007 », <http://www.dfait-maeci.gc.ca/commerce/china/econ-relations-en.asp>, visité le 16 février 2009.
6. Le Canada, à l'instar des autres pays industrialisés, est en fait largement déficitaire dans sa balance commerciale extérieure avec la Chine. Les statistiques montrent que les exportations chinoises vers le Canada s'élevaient à 34,5 milliards de dollars en 2006, alors que les exportations canadiennes n'atteignaient que 7,7 milliards de dollars cette même année. Voir Charles Burton, « A Reassessment of Canada's Interests in China and Options for Renewal of Canada's China's Policy », Canadian International Council, février 2009.
7. Canadian Press, 10 avril 2004.
8. Sur la proposition de loi, voir par exemple Robert Henderson, « Canada Weighs Taiwan Affairs Act », <http://taiwanjournal.nat.gov.tw/ct.asp?xtitem=21605&ctNode=122>, publié le 21 octobre 2005 ; visité le 15 avril 2009.

tout particulièrement référence à l'accroissement du volume des échanges économiques sino-canadiens afin d'inciter les hommes politiques canadiens à être « prudents » dans leurs actions législatives⁽⁹⁾.

Bien que les diplomates de la République populaire ne se soient pas donné la peine d'expliquer dans quelle mesure les deux sources de désaccords, le Tibet et Taiwan, étaient liées aux échanges commerciaux entre le Canada et la Chine, leur message était clair et a été compris par les autorités canadiennes : si le gouvernement canadien agit d'une manière qui déplaît à Pékin, la Chine le punira en mettant un frein aux échanges commerciaux, et cela bien que les agissements du Canada puissent être parfaitement légitimes selon ses propres procédures démocratiques et ses libertés civiles. La stratégie de la diplomatie chinoise ne pouvait pas être plus claire que lorsque celle-ci a décidé de suspendre les négociations autour d'un accord sur le tourisme afin de protester contre la visite du dalai-lama au Canada⁽¹⁰⁾. Cette affaire a révélé le principe sous-tendant de telles actions qui est que les pays souhaitant bénéficier de la prospérité économique de la Chine doivent observer très attentivement les critères politiques de Pékin et les respecter lorsque ce dernier le demande, que ces critères entrent en conflit ou non avec les opinions publiques ou les procédures démocratiques de ces pays.

Le Canada n'est pas le seul cas dans lequel un pays souverain et démocratique souhaitant développer des relations économiques avec la Chine se fait dicter sa conduite politique pour améliorer ses intérêts commerciaux. L'Australie a sans doute subi cette leçon pékinoise avec plus de force encore. Le chef du Parti travailliste, alors dans l'opposition, Kevin Rudd (aujourd'hui Premier ministre), par exemple, a refusé de rencontrer le dalai-lama lorsque ce dernier s'est rendu à Canberra en juin 2007, ce qui a été interprété positivement par Pékin, bien qu'il ait par le passé critiqué le refus du Premier ministre conservateur Howard de rencontrer ce même visiteur en 2002⁽¹¹⁾. De plus, lors du discours du Président chinois Hu Jintao au Parlement australien durant sa visite à Canberra en octobre 2003, le gouvernement australien est parvenu à faire taire les protestations de certains parlementaires des partis d'opposition. D'après certains articles de presse, les pressions sont venues directement de la partie chinoise. Le Président chinois aurait menacé de ne pas faire son allocution si le silence de la salle n'était pas garanti. Tandis que les partis d'opposition critiquaient le fait que le gouvernement de Howard se soit « prosterné » devant la dictature communiste chinoise, celui-ci défendait sa position en avançant la signature d'une série d'accords de coopération économique, signe du succès de la visite de Hu⁽¹²⁾.

Selon un article de la presse officielle chinoise, le voyage en Australie du Président Hu « a jeté les bases d'un accord de libre-échange⁽¹³⁾ ». Au même moment, ce sont également toutes les considérations concernant les droits de l'homme en Chine et même le droit des citoyens australiens de protester, un droit garanti par leur constitution, qui ont fait l'objet d'un « échange commercial ».

Il serait naïf de croire que la Chine cherche à « intimider » uniquement les puissances occidentales de second rang, celles-ci ayant une capacité de négociation plus restreinte face à son émergence comme superpuissance de l'économie politique mondiale. Les puissances européennes et les États-Unis, comme nous allons le voir, ont eu également à faire face aux exigences politiques que Pékin associe aux échanges économiques avec la Chine, et ont dû peu à peu se plier à ces exigences bien que certaines d'entre-elles soient parfois contraires aux principes de liberté, de démocratie et des droits de l'homme. Nous pouvons également prendre comme exemple de notre propos les conflits entre Pékin et certains leaders européens autour de leur rencontre avec le dalai-lama, bien que l'étendue des exigences chinoises ne se limite pas à cette question et aille bien plus loin. Le dernier événement s'inscrivant dans cette série a été la détérioration des relations entre la France et la Chine à la suite de la rencontre entre le Président français Nicolas Sarkozy et le chef spirituel tibétain à Varsovie en décembre 2008, alors que tous deux participaient à une réunion dans cette ville. La réponse chinoise a été cinglante et sans précédent. La Chine a repoussé le sommet avec l'Union européenne prévu en France pour le 1^{er} décembre 2008, et émis une série de critiques féroces par l'intermédiaire de ses organes officiels, de sa diplomatie, et de son opinion publique⁽¹⁴⁾. Bien plus pertinent pour notre analyse est l'action entreprise par la Chine dans le domaine des échanges commerciaux afin de punir la France. En janvier 2009, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a entamé une tournée européenne visant à renforcer les relations économiques et commerciales entre la Chine et les pays de l'Union européenne en pleine période de crise financière mondiale. Il

9. <http://911.twforum.com/forums/archive/index.php?t-9375.html>, visité le 16 février 2009.

10. <http://www.thestar.com/article/271561>, visité le 16 février 2009.

11. Sarah Smiles, « Rudd's Dalai Lama Drama », <http://www.theage.com.au/news/national/rudds-dalai-lama-drama/2007/05/16/1178995236229.html>, mis en ligne le 17 mai 2007 ; visité le 17 février 2007.

12. *The Australian*, 25 octobre 2003.

13. *China Daily*, 25 octobre 2003.

14. AFP news report, <http://www.france24.com/en/20090313-beijing-urges-france-clarify-tibet-stance-wen-jiabao-dalai-lama>, visité le 20 mars 2009.

s'est rendu dans tous les principaux pays européens voisins de la France, en évitant soigneusement de passer par celle-ci, ce que les médias chinois ont décrit comme une habile humiliation diplomatique de cette Gaule arrogante. Les délégations commerciales chinoises chargées de passer les commandes qui ont suivi le parcours européen de Wen Jiabao ont, bien entendu, également évité la France.

À l'époque où les nations occidentales attendent d'être sauvées par la Chine de la débâcle économique mondiale, les dirigeants chinois élèvent encore leurs exigences concernant le Tibet, des exigences que les démocraties industrielles doivent satisfaire si elles veulent être autorisées à profiter de la prospérité économique et des opportunités d'échanges commerciaux que la Chine peut fournir. En mars 2009, au cours de la session de l'Assemblée populaire nationale, le ministre des Affaires étrangères chinois Yang Jiechi a affirmé de manière très explicite que la question du Tibet resterait intouchable pour les pays étrangers dans leurs relations avec la Chine⁽¹⁵⁾.

L'intention de cet article n'est pas de prétendre que la Chine ne devrait pas utiliser son pouvoir économique au sujet de questions non économiques dans ses échanges avec le monde, ni que cette façon de faire est difficilement compréhensible dans le domaine de la diplomatie. La négociation mêlant différentes questions est, bien entendu, une pratique courante en diplomatie. L'utilisation politique de l'économie est une arme communément employée dans les relations entre États, et il n'est pas rare qu'un État adopte des mesures économiques pour des raisons politiques, y compris en imposant des sanctions économiques pour contrer la volonté politique d'autres pays. L'analyse que nous venons de développer plus haut cherche simplement à démontrer trois points qu'aucun spécialiste de la diplomatie chinoise et des relations internationales ne peut ignorer. Premièrement, du point de vue de l'histoire de ce pays spécifique qu'est la République populaire de Chine, le fait d'utiliser son pouvoir économique pour atteindre ses objectifs politiques est un phénomène tout à fait nouveau. Plus précisément, la RPC a exporté des valeurs politiques et même la révolution communiste durant l'ère maoïste et tout particulièrement au plus fort moment de la Révolution culturelle, mais le fait d'être un pays riche et puissant économiquement et de manipuler richesse et pouvoir afin d'imposer sa volonté aux puissances industrielles et démocratiques occidentales est une expérience nouvelle pour Pékin. Deuxièmement, les démocraties occidentales ont été les premières à employer la force économique par le biais de sanctions afin d'exercer une influence politique sur la Chine, notamment au lendemain de la

répression de Tiananmen. Bien que certaines de ces sanctions soient encore en vigueur aujourd'hui, comme, par exemple, l'embargo européen sur la haute technologie à l'égard de la Chine, les pays occidentaux ont, de manière générale, délaissé les questions des droits de l'homme dans le traitement des nouvelles opportunités de coopérations économiques entre eux et la Chine⁽¹⁶⁾. Aujourd'hui, avec sa nouvelle capacité d'action, la Chine peut résister aux pressions des pays étrangers concernant la situation des droits de l'homme et, grâce à son pouvoir économique, commence même à contre-attaquer dans le domaine politique. Ces deux observations mises ensemble permettent d'affirmer que le vent a tourné en matière de politique internationale depuis 1989 et a amené la Chine à une position de supériorité à partir de laquelle elle peut utiliser son pouvoir économique pour soutenir ses objectifs politiques. Quelle revanche sur cette diplomatie occidentale des droits de l'homme que la Chine depuis Tiananmen a subie comme une offense !

La troisième observation concerne les déclarations de Pékin à l'encontre de ce qu'il appelle la « mentalité de la guerre froide ». Bien que ce ne soit pas un concept clairement défini au sein même du vocabulaire diplomatique chinois, il renvoie de manière évidente à une approche mettant l'accent sur les différences idéologiques, politiques et institutionnelles entre des États autoritaires comme la Chine et les démocraties occidentales pour minimiser l'importance des questions économiques et gêner les opportunités de coopérations économiques entre les pays. Cette affirmation est ironique car, comme nous venons de le voir, la diplomatie chinoise cherche à faire le lien entre les échanges économiques et les contentieux politiques, ce qui n'est jamais critiqué par la communauté internationale ou un pays souverain comme relevant d'une quelconque « mentalité de la guerre froide ». Cette remarque souligne davantage le déséquilibre entre l'utilisation faite par la Chine de son pouvoir économique et le manque d'intérêt des démocraties industrielles pour la nature des régimes avec lesquels elles commercent. Ironique,

15. http://news.xinhuanet.com/english/2009-03/07/content_10961657.htm, visité le 8 mars 2009.

16. Le dernier exemple en date est celui de la visite de la secrétaire d'État américaine Hillary Rodham Clinton à Pékin en février 2009. Pour des commentaires de journalistes sur cette visite et le compromis sur les droits de l'homme en vue d'améliorer la coopération économique, voir par exemple James Reynolds, « Hillary Clinton's visit to Beijing », http://www.bbc.co.uk/blogs/thereporters/jamesreynolds/2009/02/hillary_clintons_visit_to_beij.html, mis en ligne le 19 février 2009, visité le 25 février 2009 ; Jane Macartney, « Compliments, not controversy, mark Hillary Clinton's Beijing visit », http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/us_and_americas/article5786644.ece, mis en ligne le 23 février 2009 ; visité le 25 février 2009 ; John Kusumi, « Hillary Clinton visits her Communist masters in Beijing », <http://www.opednews.com/articles/Hillary-Clinton-Visits-Her-by-John-Kusumi-090221-626.html>, mis en ligne le 21 février 2009, visité le 15 avril 2009.

elle l'est aussi parce qu'un État autoritaire qui utilise son pouvoir de pression économique gagne une assise morale alors que de leur côté, les démocraties semblent avoir honte d'avoir encore le sens des valeurs politiques et se contentent d'accepter celles de leurs partenaires commerciaux.

Un commerce inhabituel : comment les opportunités commerciales deviennent des pertes politiques

Qu'est ce qui explique la possibilité de cette « revanche » chinoise et ce déséquilibre dans l'économie politique mondiale ? Telle est la question à laquelle nous tenterons de répondre plus loin. Cependant, avant de la traiter, nous devons poursuivre notre enquête empirique et l'étendre au domaine des entreprises occidentales faisant des affaires avec la Chine au moment de son émergence économique. Nous étudierons deux exemples, qui montrent que la Chine utilise les relations commerciales pour forcer les entreprises basées en Occident à accepter les valeurs et les normes chinoises, et transforme leur accès au marché chinois en outil politique de répression des libertés des citoyens chinois et des valeurs humaines universelles. Ces deux exemples sont la compagnie Yahoo qui œuvre dans le domaine de l'information et la société Wal-Mart, une chaîne de supermarchés vendant des produits à bas prix.

Le syndrome Yahoo : la technologie de l'information en tant que contrôle de l'information

Il existe déjà des études systématiques du contrôle d'Internet par la Chine⁽¹⁷⁾ et les médias internationaux s'efforcent de rendre compte au jour le jour des affaires de fermetures de sites Internet et d'emprisonnement de cyber-activistes. Malgré cette abondance d'informations, la nouvelle de la condamnation du journaliste dissident Shi Tao à sept ans de prison a été très choquante. Cette affaire est devenue tristement célèbre principalement en raison de l'implication de la société Yahoo, un géant de l'Internet basé aux États-Unis. C'est cette société qui a fourni aux autorités chinoises des informations sur les activités en ligne de Shi Tao, révélant que, par le biais de ses infrastructures numériques, ce citoyen chinois envoyait des opinions critiques à l'égard du régime chinois à des sites Internet basés à l'étranger⁽¹⁸⁾. Ce n'est d'ailleurs pas la seule affaire dans laquelle est impliquée la société Yahoo. Selon une enquête menée par

Reporters sans frontières, le site Internet de la société Yahoo en langue chinoise filtre et bloque des termes comme « liberté », « droits de l'homme », « Tibet » et « 4 juin », avec un degré de fréquence plus élevé encore que celui de Baidu, une société de technologie de l'information basée en Chine. L'ordinateur répond dans un premier temps à ces termes par l'indication d'une « erreur » survenue, puis l'utilisateur se voit interdit d'accès à la page web pendant un moment⁽¹⁹⁾. Lors d'une audition devant le Congrès américain, les responsables de la société Yahoo ont affirmé qu'ils devaient respecter la loi chinoise dans leurs opérations avec la Chine. Cela pourrait expliquer leur coopération avec les autorités chinoises dans l'affaire Shi Tao, mais il n'y a pas de loi en Chine interdisant des mots tels que « liberté » ou « droits de l'homme ». Au contraire, l'actuelle Constitution de la République populaire contient des clauses stipulant que l'État chinois protège les « libertés » et respecte les « droits de l'homme ».

En raison de l'importante concurrence pour s'implanter sur le marché chinois, les compagnies étrangères sont contraintes d'accepter des conditions politiques, dont l'autocensure, imposées par le gouvernement chinois qui se montre bien plus puissant dans le contrôle de l'accès international à son marché intérieur que ses homologues des pays démocratiques. Pour avoir accès au marché chinois et rester compétitif, il faut, de toute évidence et comme il est ouvertement admis, collaborer avec les autorités chinoises. En

17. Voir par exemple Amnesty International, *People's Republic of China: Controls Tighten as Internet Activism Grows* (un rapport paru en janvier 2004, consultable sur Internet : <http://web.amnesty.org/library/Index/ENGASA170012004>); Human Rights Watch, *China Tightens Internet Controls* (août 2001, consultable sur Internet : <http://www.hrw.org/press2001/08/china-0801.htm>); Human Rights Watch, *Freedom of Expression and the Internet in China* (consultable sur Internet : <http://www.hrw.org/background/asia/china-bck-0701.htm>); Reporters Sans Frontières, *Internet Under Surveillance: China* (juin 2004, consultable sur Internet : http://www.rsf.org/print.php?id_article=10749); International Centre for Human Rights and Democratic Development, *Human Rights at Risk on the Cyber-battlefield: The Sale of Security and Surveillance Technology to China* (consultable sur Internet : <http://www.dd-rd.ca/english/commdoc/publications/globalization/surveillancetech/china/briefingpaper.htm>); He Qinglian, *Media Control in China*, 4 novembre 2004, consultable sur Internet : <http://www.hrichina.org/public/contents/8991>; Charles Li, « Internet Content Control in China », *International Journal of Communications Law and Policy*, n° 8, 2003-2004 ; Greg Waston, *China's Golden Shield: Corporations and the Development of Surveillance Technology in the People's Republic of China* (consultable sur Internet : <http://go.openflows.org/>, 2001) ; Shanthi Kalathil, Taylor Boas, *Internet and State Control in Authoritarian Regimes: China, Cuba, and the Counterrevolution*, Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, Carnegie Paper n° 21 ; et OpenNet Initiative, *Internet Filtering in China in 2004-2005: A Country Study* (consultable sur Internet : <http://www.opennetinitiative.net/studies/china>, visité le 12 juillet 2005 ; et Human Rights Watch, « "Race to the Bottom" : Corporate Complicity in Chinese Internet Censorship », *Human Rights Watch*, vol. XVIII, n° 8, août 2006.
18. Cette affaire a été largement couverte par les médias. Voir, par exemple, la dépêche de la BBC « Yahoo helped jail China writer », <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/asia-pacific/4221538.stm>. Visité le 18 janvier 2008.
19. VOA news broadcasting, 17 juin 2006.

d'autres termes, la coopération économique entraîne une collaboration politique qui s'avère être d'une tout autre nature que celle, défendue par beaucoup, selon laquelle cette coopération jouerait en faveur de la liberté au sein d'un État autoritaire. C'est tout le contraire en réalité : l'État autoritaire se sert de la technologie de ces grandes sociétés capitalistes pour contrôler l'information.

Yahoo n'est pas la seule compagnie à s'être pliée à la volonté du régime autoritaire tout en nuisant aux libertés du peuple chinois. Bien d'autres géants des technologies de l'information comme Google font de même. Notre position est que le comportement de ces compagnies endommage également l'image des démocraties occidentales auprès des citoyens chinois. La propagande de Pékin n'a pas cessé de présenter les démocraties occidentales à la population chinoise comme des sociétés dominées et manipulées politiquement par le capital, et en particulier par les grandes sociétés commerciales. Cette affirmation prend des airs de réalité pour les citoyens chinois avec cet exemple d'une des sociétés capitalistes les plus « avancées » comme Yahoo, démontrant que ces dernières ne sont pas immunisées contre la collusion des intérêts économiques et politiques et que les droits légitimes des citoyens ordinaires peuvent être violés par leurs actions commerciales. La démocratie qui est née en Occident, et a défendu la supériorité morale des puissances industrielles, a depuis longtemps été mise en doute en Chine, et cette faillite morale est responsable, parmi d'autres raisons, de la suspicion du peuple chinois à l'égard de l'Occident.

Le phénomène Wal-Mart : la prospérité comme danger

Les profits d'entreprises particulières se transforment en perte morale et politique pour la démocratie. L'affirmation selon laquelle la libéralisation politique et même la démocratisation suivraient l'ouverture commerciale à la mondialisation d'un pays autoritaire se trouve confronté à la réalité ironique d'exemples comme celui de Yahoo en Chine dans lequel les opportunités commerciales se transforment en pertes politiques non seulement pour les entreprises étrangères mais également pour la philosophie politique occidentale. De plus, ce phénomène, relevant d'une théorie de la modernité inversée, s'inscrit dans des domaines plus larges que celui des industries de l'information, bien souvent liées à des activités sensibles sur le plan politique. Les industries manufacturières se trouvent dans la même situation en Chine, bien qu'elles utilisent des méthodes différentes et

affectent d'autres groupes sociaux au sein de la population chinoise. Les technologies de l'information impliquent la plupart du temps des personnes éduquées et l'étendue de leur liberté d'information. Les industries manufacturières concernent, quant à elles, les classes laborieuses qui représentent une bien plus grande partie de la population en Chine et sont malheureusement tout aussi vulnérables au regard des principes occidentaux de démocratie et de leur perception chinoise.

Prenons l'exemple de la société Wal-Mart pour illustrer ce point. Un grand nombre de publications disponibles critiquent déjà la manière dont Wal-Mart conduit ses affaires et nuit à l'économie et à la vie sociale aux États-Unis⁽²⁰⁾. Mais ses actions commerciales en Chine, dans une large mesure, restent à analyser de façon systématique. Ces publications, lorsqu'elles abordent les sujets concernant la Chine, pays d'où Wal-Mart importe une grande part de ses produits, présentent généralement ce pays comme bénéficiant grandement de son commerce avec Wal-Mart. Mais ce n'est que l'un des aspects de l'histoire ; et l'aspect présentable de surcroît. L'autre aspect, négatif cette fois, est très important, car il implique la souffrance de millions de travailleurs chinois. Comme dans le cas des industries de l'information, une telle exploitation capitaliste ne se produit pas au sein d'une seule entreprise, et ne touche pas non plus que les Chinois. Starbucks et d'autres enseignes de prestige, qui sont devenus des éléments bien connus et indispensables d'un style de vie élégant à l'époque de la mondialisation, ont bâti leur fortune et leur prospérité sur des conditions de travail pour les travailleurs chinois qui correspondent au stade primaire de l'accumulation du capital. Dans une certaine mesure, ces pratiques constituent un terrain fertile pour le nationalisme chinois.

La dépendance inversée de la mondialisation des marchés : une explication par l'économie politique

Comment a pu s'opérer un tel tournant dans les relations internationales, qui a permis à la Chine de prendre l'avantage économique dans ses relations commerciales avec les puissances industrielles tout en nuisant à leur démocratie ?

20. Voir par exemple, Anthony Bianco, *Wal-Mart: The Bully of Bentonville: How the High Cost of Everyday Low Prices Is Hurting America*, New York, Doubleday, 2007 ; Bill Quinn, *How Wal-Mart Is Destroying America (and the World)*, Berkeley CA, Ten Speed Press, 2005, 3e édition ; Greg Spotts, *Wal-Mart: The High Cost of Low Price*, New York, Disinformation, 2005.

Les seuls facteurs économiques ne peuvent pas expliquer cette énigme. En effet, bien que l'émergence de la puissance économique chinoise ait été très rapide, la plupart des pays industrialisés n'ont été que très récemment dépassés par la Chine en termes de puissance nationale globale, et la distance entre elle et ces pays n'est pas suffisamment grande pour ne leur laisser aucune autre option que de se plier à la volonté de Pékin. Des pays moins puissants sur le plan économique ne sacrifient pas leurs valeurs politiques autant que certaines grandes puissances dans leurs relations avec la Chine. De plus, la Chine reste sujette à des troubles intérieurs importants aussi bien dans le domaine politique que social, comme le démontre la thèse de la fragilité chinoise⁽²¹⁾. Les multinationales sont des acteurs dominants de l'économie capitaliste mondiale et bon nombre de pays en voie de développement souffrent de leur dépendance vis-à-vis d'elles et du système capitaliste en général dans leur développement économique. C'est ce que suggère l'école de la dépendance et la théorie du système mondial⁽²²⁾. La Chine est également un pays en voie de développement, en dépit de la taille de son économie et de son émergence en tant que puissance économique. Il nous faut donc nous tourner vers la politique pour trouver une réponse à notre problème.

Plusieurs explications politiques sont possibles. L'entrepreneuriat politique est un choix commode à cet égard. Les institutions démocratiques peuvent contraindre de manière significative les entrepreneurs politiques dans leurs manœuvres, y compris en matière de politique étrangère. À l'opposé, le gouvernement chinois jouit d'une grande autonomie tant dans la gestion des affaires étrangères que de la politique intérieure, et il a vite appris, en particulier après la crise de 1989. Mais cette explication est d'une certaine façon superficielle car personne ne peut nier le fait que les hommes politiques des démocraties ont également les moyens de manipuler le jeu politique. L'asymétrie de l'information leur permet même de manipuler la politique intérieure⁽²³⁾, et leur champ d'action en matière de politique étrangère est encore plus grand. Certains dirigeants des pays industrialisés dans les décennies qui ont suivi la guerre froide n'ont pas nécessairement été tous très brillants, mais la surestimation du QI des dirigeants chinois et de leur talent politique pendant la même période historique ne peut pas être justifiée par des arguments solides, car les succès politiques et économiques de la Chine ne peuvent pas être attribués à des considérations d'ordre personnel. De plus, même si nous acceptons l'idée selon laquelle la Chine dispose de meilleurs entrepreneurs politiques, nous devons encore nous demander pourquoi il en est ainsi, alors que les démocraties

industrielles sont avantagées dans le choix de dirigeants capables.

Une autre explication possible concerne également la capacité à gérer la politique étrangère, mais sans se concentrer cette fois sur le niveau individuel. Nous nous référons plutôt au niveau institutionnel à travers lequel il est possible d'analyser comment les objectifs nationaux sont atteints grâce à l'habileté politique. L'« autoritarisme délibéré », reprenant le terme de « libéralisme délibéré » créé par William Galston pour l'étude des États libéraux est une approche possible⁽²⁴⁾. Juan Linz distingue l'autoritarisme du totalitarisme en soulignant l'absence d'idéologie dans le comportement du premier.

Nous proposons, cependant, dans cet article une explication structurelle et institutionnelle fondée sur une économie politique de la mondialisation. Cette approche met en avant trois aspects de l'économie politique qui ont été modelés par la mondialisation qui a suivi la fin de la guerre froide. Ces aspects sont : 1) l'expansion du marché des nations industrielles avancées aux pays en voie de développement – tout particulièrement à des pays comme la Chine qui ont nié par le passé les bienfaits de l'économie de marché – et l'intensification de la concurrence entre les puissances industrielles et entre les sociétés commerciales ; 2) le pouvoir de l'État d'un pays autoritaire d'accorder l'accès de son marché intérieur à des pays étrangers et à leurs entreprises, comme dans le cas de la Chine, avec les conséquences politiques inévitables que cela implique ; et 3) l'influence grandissante du commerce sur les États démocratiques due au matérialisme triomphant en Occident qui a suivi la domination de l'idéologie sur la vie politique durant la guerre froide. Mis ensemble, ces trois aspects ont façonné une relation sur le plan de l'économie politique entre des États démocratiques industriels et des puissances autoritaires que l'on peut qualifier de « dépendance inversée », dans laquelle les acteurs économiques et les hommes politiques des pays industriels

21. Pour une première discussion sur ce point, voir Gerald Segal, « Still a Fragile Power », *New Political Economy*, vol. III, n° 3, 1998, p.442-443 ; Gerald Segal, « Does China Matter ? Middle Kingdom, Middle Power », *Foreign Affairs*, vol. LXXVIII, n° 5, 1999, p.24-34. Pour une étude plus récente, plus sophistiquée et approfondie à propos de l'auto-contradiction de la situation de la Chine face à sa montée en puissance et sa fragilité, voir Susan L. Shirk, *China: Fragile Superpower*, New York, Oxford University Press, 2007.
22. Sur la « Dependency Theory », voir par exemple Fernando Henrique Cardoso, Enzo Faletto, *Dependency and Development in Latin America*, traduit par Marjory Mattingly Urquidí, Berkeley, University of California Press, 1979 ; sur la « world system theory », voir l'introduction de Immanuel Wallerstein, *World-Systems Analysis*, Durham, Duke University Press, 2004.
23. Barbara Geddes, *Politician's Dilemma: Building State Capacity in Latin America*, Berkeley, University of California Press, 1994, p.38-41.
24. William A. Galston, *Liberal Purposes: Goods, Virtues, and Diversity in the Liberal State*, New York, Cambridge University Press, 1991.

démocratiques dépendent des ressources qu'ils parviennent à obtenir ou à mobiliser à partir de leur implication économique dans un pays en voie de développement régi par un autoritarisme de marché, et non l'inverse. Cette dépendance inversée, selon la thèse défendue ici, détermine structurellement l'impuissance des pays industriels dans leur interaction avec des régimes autoritaires puissants comme la Chine. Elle permet au contraire à ces derniers d'imposer leurs valeurs et leurs jugements aux démocraties, à travers leurs liens économiques d'interdépendance.

La mondialisation de l'économie de marché est considérée par beaucoup comme la victoire de la liberté et de la démocratie. Elle est tout du moins associée dans l'esprit d'un bon nombre de personnes à des processus politiques aboutissant à la liberté puis à la démocratie. Cette conception sous-estime cependant les différences institutionnelles entre le capitalisme économique et la démocratie politique ; elle ignore également la séparation de fait entre ces deux groupes d'institutions. En effet, l'économie de marché s'est répandue dans le monde au cours de la période de l'après-guerre froide, alors que la démocratie politique, malgré la vague de démocratisation du milieu des années 1990, est restée limitée au système de l'État souverain dont elle subit la contrainte. En d'autres termes, le monde de l'après-guerre froide a vu la mondialisation contribuer à faire sortir le capitalisme de sa « coquille » politique démocratique, pour reprendre le terme de Bob Jessop⁽²⁵⁾. Dans de nombreux cas, ce capitalisme mondialisé doit aujourd'hui coopérer avec l'autoritarisme politique, et tout particulièrement avec les pays autoritaires qui ont adopté l'économie de marché et ont su la contrôler efficacement. La Chine en est, bien sûr, le meilleur exemple. Alors que le monde devient « plat⁽²⁶⁾ », l'autoritarisme ne semble en rien constituer un obstacle au fonctionnement mondial de l'économie de marché.

Les États souverains sont encore robustes, cependant, et, à l'époque de la mondialisation, leurs frontières sont des obstacles politiques aussi importants que les barrières économiques. Alors que le capitalisme mondial célèbre l'adoption enthousiaste de l'économie de marché mondialisée par les régimes autoritaires, comme dans le cas de la Chine, ces régimes demeurent très vigilants vis-à-vis des menaces potentielles que ce processus peut engendrer dans leur pays. En dehors de la sécurité économique, c'est la survie politique qui figure parmi les priorités les plus importantes de ce genre de régime, car leur participation à la mondialisation s'est opérée justement dans une perspective de survie politique malgré la victoire déclarée de la démocratie dans le monde, et non pas pour la mondialisation en elle-même. De plus,

l'autoritarisme politique, s'il est efficace, a un meilleur contrôle de ses frontières que les régimes démocratiques, ce qui fait des régimes autoritaires de meilleurs « gardiens » du pays qu'ils dirigent, « gardien » étant entendu ici dans le sens de l'admission au marché et non dans le sens classique des relations État-marché. En d'autres termes, le système de l'État souverain permet à l'État de contrôler son marché intérieur en dépit de la mondialisation de l'économie de marché, et l'État autoritaire est plus efficace sur ce terrain que son équivalent démocratique ou que les États autoritaires dysfonctionnels. La Chine fait sans nul doute partie des États autoritaires les plus fonctionnels. Pour reprendre un terme proposé il y a plusieurs années par Huntington, elle « gouverne ». Cela veut tout simplement dire que le gouvernement chinois a les moyens d'autoriser ou de bloquer l'accès des capitaux internationaux à son marché intérieur, et qu'il peut filtrer certaines activités économiques selon ses objectifs politiques. Le monopole du pouvoir politique devient, dès lors, un atout pour la Chine dans la gestion de ses affaires avec les autres pays, bien que cela entraîne une déformation de l'économie mondialisée.

Cet avantage est renforcé par l'intense concurrence qui a lieu entre les pays industriels pour avoir accès au marché chinois et entre les grandes entreprises pour tirer parti des opportunités économiques qui s'y trouvent. Face à cette diplomatie dictatoriale du développement, les démocraties industrielles sont structurellement faibles en raison de leurs contraintes institutionnelles et des problèmes de stratégies internationales. Premièrement, les démocraties travaillent dans un contexte où existe une société civile mûre et où l'autorité politique est responsable devant la société et non l'inverse. Deuxièmement, la démocratie implique la diversité, le pluralisme et la concurrence. Non seulement les gouvernements, au niveau national ou local, ne peuvent pas contraindre les entreprises capitalistes, qui sont engagées dans une compétition d'ordre économique, à renoncer à des opportunités commerciales, sauf en cas de menace directe pour la sécurité nationale, mais les différents pays démocratiques sont en compétition entre eux pour profiter des opportunités économiques qui émergent en Chine. Troisièmement, la pression qui pèse sur les gouvernements démocratiques au sujet des questions économiques s'est accentuée dans la période de l'après-guerre froide, et les

25. Bob Jessop, « Capitalism and Democracy : The Best Political Shell ? » in G. Littlejohn (éd.), *Power and the State*, Londres, Croom Helm, 1978, p.10-51

26. Comme l'a annoncé le chroniqueur du *New York Times* Thomas Friedman dans son bestseller international, *The World Is Flat: A Brief History of Twenty-First Century*, New York, Farrar, Straus, and Giroux, 2005.

sociétés occidentales sont de plus en plus centrées sur l'économique, alors que les clivages idéologiques et politiques ne sont plus aussi visibles qu'avant. Quatrièmement, l'unilatéralisme pratiqué par l'administration Bush aux États-Unis, l'unique super puissance mondiale aujourd'hui et le leader du monde démocratique, a endommagé la coordination entre les démocraties⁽²⁷⁾.

Conclusion

Au cours des parties précédentes, nous nous sommes attelé à deux questions : premièrement, nous avons analysé un phénomène nouveau apparu récemment dans les relations entre la Chine et les démocraties industrielles occidentales parallèlement à l'émergence de la puissance économique chinoise. Il s'agit de la manipulation intentionnelle par Pékin de son pouvoir économique à des fins politiques. Tout particulièrement, cette utilisation du pouvoir économique sert souvent à saper l'autonomie politique des États démocratiques dans la conduite de leur politique étrangère et à interférer dans leurs politiques et leurs pratiques des libertés civiles, comme la liberté de religion par exemple. L'influence politique de la Chine, fondée sur le renforcement de son statut dans le monde, se constate également dans sa capacité à faire adopter aux entreprises étrangères, y compris aux grandes multinationales, des comportements directement inspirés de ses propres pratiques autoritaires voire répressives. Le régime chinois force ainsi les entreprises en quête de profit et d'opportunités commerciales à nuire aux droits de l'homme en Chine et à endommager l'image de la démocratie en général. Alors que la Chine s'implique de plus en plus dans la mondialisation, elle devient également plus agressive que par le passé dans l'exportation de ses valeurs politiques autoritaires, de ses normes, et de ses comportements. En effet, ses échanges commerciaux intensifs, ses investissements et autres types de liens économiques avec les démocraties et les compagnies occidentales lui fournissent des capacités d'action sans précédent à cet égard.

Ce phénomène est nouveau car la Chine n'a jamais possédé cette marge de manœuvre à l'époque où son pouvoir économique était plus faible. Au contraire, c'étaient les puissances occidentales qui utilisaient alors leur pouvoir économique et leurs échanges commerciaux avec la Chine pour pousser celle-ci à améliorer son bilan en matière de droits de l'homme, tout particulièrement dans la période qui a suivi la tragédie de Tiananmen en 1989⁽²⁸⁾. Avec son ascension économique, la Chine prend aujourd'hui sa revanche, en inversant les liens entre intérêts commerciaux et valeurs poli-

tiques, et en orientant sa relation avec l'Occident dans une direction favorable aux valeurs, aux normes et à la conduite politiques de Pékin. Dans une large mesure, cette situation est une nouvelle preuve que la diplomatie occidentale des droits de l'homme a pratiquement échoué, alors que l'habileté politique internationale de la Chine et sa diplomatie de l'économie contre la politique dominant à présent.

Fondamentalement, le régime autoritaire chinois cultive trois atouts ancrés dans son pouvoir économique : 1) l'attractivité du vaste marché chinois pour le commerce, les investissements, et d'autres opportunités d'enrichissement dans son processus de développement économique, y compris des opportunités pour les consommateurs chinois au sein du marché international, en tant que touristes par exemple, rendues possible grâce à la récente augmentation des revenus des Chinois appartenant à l'élite sociale ; 2) la montée générale du statut diplomatique de la Chine en tant que puissance mondiale en raison de l'accroissement de la taille de son économie nationale ; et 3) l'influence grandissante de la Chine sur des entreprises multinationales qui ne peuvent pas se permettre de perdre des parts de marché en Chine au moment où la compétition pour le marché chinois est grande. Tout comme ces diverses entreprises, les pays qui se lancent sur le marché chinois sont considérés par Pékin comme des opportunistes prêts à troquer leur respect des libertés pour des profits. Tous ces aspects de l'émergence économique de la République populaire ont certainement un impact positif sur beaucoup de paramètres, dont notamment son intérêt national légitime, la stabilité régionale en Asie, et la prospérité économique mondiale. Cependant, à cause de la manipulation autoritaire de ce phénomène, ils ont également des conséquences négatives sur les droits des citoyens en Chine et dans le monde.

Cette étude lance également un défi à notre compréhension de l'économie politique internationale. Relever ce défi est la deuxième tâche à laquelle nous nous sommes attelé ci-dessus. Contrairement à la supposition largement répandue qui veut que la mondialisation économique apporte la libéralisation politique aux pays autoritaires qui y participent, le marché est aujourd'hui une arène où s'affrontent des valeurs politiques et dans laquelle l'autoritarisme se sent en confiance et combat agressivement tandis que la démocratie, de son

27. Sur l'importance d'un leadership capable parmi les démocraties dans la politique mondiale de l'après-guerre froide, voir Robert Gilpin, *The Challenge of the Global Capitalism: The World Economy in the 21st Century*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

28. Sur la diplomatie occidentale des droits de l'homme à l'égard de la Chine, voir par exemple, Rosemary Foot, *Rights Beyond Borders: The Global Community and the Struggle over Human Rights in China*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

côté, a tendance à s'incliner sans combattre, tout du moins dans les exemples que nous avons décrits. L'espoir d'une démocratisation politique venant du marché perd même son attrait pour bon nombre d'hommes politiques et de capitalistes occidentaux. Au contraire, alors que l'ombre de la Chine grandit au-dessus des libertés et de la démocratie sur son territoire et dans le monde, ceux qui s'engagent dans des relations économiques avec elle, y compris les pays industriels et les sociétés multinationales, font face à des dangers politiques alors même qu'ils partagent la prospérité économique chinoise.

Nous avons proposé un panorama structurel et institutionnel de cette inversion des pouvoirs dans les relations de la Chine au monde industriel. Nous affirmons que la mondialisation unidimensionnelle, celle de l'économie de marché, a remodelé l'économie politique des relations internationales, et que cette nouvelle économie politique est caractérisée par la dépendance du capitalisme international vis-à-vis des régimes autoritaires gouvernant efficacement des nations en développement. Cette dépendance inversée, faisant référence à la dépendance du tiers monde au capital international pour son développement, observée par l'école de la dépendance des années 1970, fournit à la Chine la possibilité d'employer son pouvoir économique à des fins politiques. Alors que l'économie de marché se mondialise sans entraîner de changements politiques correspondants, l'ironie veut que l'implication grandissante de la Chine dans ce processus renforce son autoritarisme grâce à ses ajustements tactiques à la mondialisation. Les relations économiques avec la Chine deviennent ainsi un handicap politique pour les pays

industriels. En effet, les régimes autoritaires exploitent intentionnellement ces relations afin de saper l'engagement des pays occidentaux en faveur de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme.

Deux conclusions peuvent être tirées de notre étude. Premièrement, alors que la Chine devient une grande puissance économique, l'influence de son pouvoir économique renforcée par une conduite active et efficace de ses relations internationales fait planer une ombre politique au-dessus des démocraties étrangères. Un monde doté d'une Chine prospère est peut-être digne de louanges d'un point de vue économique, mais ses ramifications politiques sont bien souvent négatives pour la liberté et la démocratie. La croissance de l'économie chinoise constitue, dès lors, une force répressive contre les citoyens chinois, et un revers pour la démocratie à l'échelle mondiale. Deuxièmement, ce processus est déterminé structurellement par l'économie politique de la mondialisation qui a suivi la fin de la guerre froide, dans laquelle les démocraties industrielles subissent une dépendance institutionnelle par rapport à l'autoritarisme efficace, représenté dans notre article par l'exemple de la Chine. La mondialisation de l'économie de marché ne constitue donc pas une victoire de la liberté et de la démocratie ; l'implication d'un pays autoritaire dans celle-ci n'entraînera pas la démocratisation de ce pays. Au contraire, elle contribue à projeter l'ombre de l'autoritarisme politique au sein même des pays qui sont à l'origine de la mondialisation et sape leurs valeurs, leurs qualités et l'image de leur démocratie. •

• Traduit par Jérôme Bonnin